

NANTERRE, LE MARDI 18 OCTOBRE 2011

1/4

DÉFAILLANCES ET SAUVEGARDES D'ENTREPRISES : L'ANALYSE TRIMESTRIELLE ALTARES

## **LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES RESTENT ORIENTÉES À LA BAISSÉ AU 3<sup>ème</sup> TRIMESTRE, MAIS LE RYTHME DE BAISSÉ RALENTIT (- 3,5 %).**

**SUR LES 9 PREMIERS MOIS DE 2011 LES DÉFAILLANCES DIMINUENT  
DEUX FOIS MOINS VITE QU'EN 2010.**

Les tribunaux ont prononcé 11 468 jugements de redressement ou liquidation judiciaire directe sur le 3<sup>ème</sup> trimestre, portant à 43 210 le nombre total de défaillances prononcées depuis le début de l'année (- 1,6 %). Le nombre de sauvegardes, après une baisse continue durant l'année 2010, retrouve les niveaux enregistrés en 2009 (321 sur le 3<sup>ème</sup> trimestre, 1 026 sur les 9 premiers mois).

La baisse des défaillances est plus forte pour les entreprises de 3 à 20 salariés et celles créées dans les trois dernières années. L'industrie, la construction, le transport continuent de s'améliorer trimestre après trimestre, plus rapidement que le commerce, les services aux entreprises ou aux particuliers, qui restent plus fragiles.

### **L'amélioration se poursuit pour les petites PME.**

Sur le 3<sup>ème</sup> trimestre de 2009, on avait pu observer plus d'un millier de défaillances sur les entreprises de plus de 10 salariés. En 2010, la période d'été avait déjà montré une amélioration pour ces entreprises qui portent une grande partie de l'emploi et de la croissance : avec 905 défaillances enregistrées sur le 3<sup>ème</sup> trimestre de l'année dernière, la baisse atteignait quasiment 10 %. Le 3<sup>ème</sup> trimestre de 2011 confirme une tendance baissière pour l'ensemble des entreprises de plus de 10 salariés : le nombre de défaillances diminue de 4,8 % (862). La situation reste cependant tendue pour celles de plus de 50 salariés ; le nombre de défaillances reste quantitativement faible (85 sur le 3<sup>ème</sup> trimestre et 288 sur les 9 premiers mois de 2011, soit moins de 1 % des jugements), mais peine à redescendre en dessous du niveau de 2010. La conjonction de résultats déficitaires des dernières périodes, accentués des



Decide with Confidence

difficultés persistantes de trésorerie et d'accès aux relais de financement, s'avère plus critique pour les plus grosses PME, tout comme pour les plus anciennes d'entre elles. Cette typologie d'entreprises reste celle sur laquelle on observe aussi des retards de règlement fournisseurs plus importants qu'ailleurs, un signe de fragilité persistante.

### Le commerce et les services restent fragiles.

L'amélioration se poursuit dans le **transport** (-17,4% sur le trimestre), qui enregistre près de 200 défaillances de moins depuis le début d'année, tout comme dans l'**industrie** (-5,4% sur le trimestre) et la construction (-8,0%). C'est l'industrie hors agroalimentaire qui s'améliore le plus vite (-7,6% sur le trimestre et -9,1% sur les 9 premiers mois), alors que l'industrie agroalimentaire commence à peine à se stabiliser (0,4% sur le trimestre). En parallèle de cette situation difficile de l'industrie agroalimentaire, les agriculteurs eux-mêmes voient les défaillances du trimestre augmenter nettement (+22,0%) faisant repasser le nombre de défaillances de ces 9 premiers mois de 2011 au dessus du total de l'an passé (36 jugements de plus sur le 3<sup>ème</sup> trimestre et 18 de plus sur 9 mois).

Pour la construction, l'amélioration est encore plus sensible dans les professions **immobilières** (-23,6% sur le trimestre) que pour les activités de **bâtiment** (-5,6%), venant consolider la tendance observée depuis trois trimestres sur un secteur d'activité qui représente toujours la plus grande partie des défaillances d'entreprises (30% des défaillances totales). L'amélioration est aussi sensible dans les services informatiques et les activités de communication (respectivement -5,7% et -12,1% sur le trimestre), qui restent bien orientés.

En revanche, la baisse des défaillances dans les domaines du service aux entreprises et du **service** aux particuliers est moins forte sur le trimestre (-2,3%), et reste orientée négativement au cumul des 9 premiers mois. Les services à la personne notamment se stabilisent sur le 3<sup>ème</sup> trimestre (-0,9%) mais restent dans une tendance haussière forte depuis le début d'année (+24,0%).

Pour le commerce, la situation s'améliore dans le **commerce de gros** et l'activité **interentreprises** (-4,8%), mais les défaillances restent en légère augmentation dans le **commerce de détail** (+2,5%), confirmant les observations des trimestres précédents. Les niveaux de défaillances de ce secteur du commerce restent surtout pénalisés par la vente et la réparation automobile. Ces activités restent dans le rouge (+18,7% sur T3, après +8% en T2).



Decide with Confidence

Le 3<sup>ème</sup> trimestre montre enfin un retournement favorable pour les activités d'hébergement et de restauration, dont on peut penser qu'elles auront bénéficié d'une activité touristique plus soutenue en 2011 qu'en 2010. La restauration baisse de 5 % sur le trimestre, redescendant ainsi au cumul 9 mois aux mêmes niveaux que l'an passé ; les débits de boissons sont eux en baisse de plus de 15 %, après 4 % de hausse le trimestre précédent.

### Une région sur deux bien orientée.

Sur le 3<sup>ème</sup> trimestre, trois régions enregistrent des niveaux de défaillances quasiment identiques à ceux de l'an passé, restant ainsi dans une tendance annuelle baissière : Haute-Normandie, Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes. Pour onze régions, la situation s'améliore sur le trimestre, et pour quatre d'entre-elles de manière très significative (Basse-Normandie, Corse, Ile-de-France, Nord-Pas de Calais). Plusieurs régions restent dans le rouge au cumul des 9 mois mais s'améliorent sur le trimestre, une tendance de rattrapage décalée dans le temps que l'on a déjà pu observer sur les trimestres précédents ; c'est notamment le cas pour Bourgogne (-7,2 % sur le trimestre, -0,7 % sur 9 mois) et Poitou-Charentes (-6,1 % sur le trimestre, +4,6 % depuis le début d'année).

La dégradation persiste sur six régions qui continuent d'enregistrer des niveaux de défaillances supérieurs à l'année précédente, tant sur le 3<sup>ème</sup> trimestre que sur le cumul 9 mois : Alsace (+21,5 %), Bretagne (+2,2 %), Centre (+7,7 %), Franche-Comté (+13,2 %), Picardie (+9,2 %), DOM (+6,3 %).

### Le recours à la sauvegarde repart à la hausse.

Après 24 % d'augmentation au 2<sup>ème</sup> trimestre (324 demandes), on observe 321 ouvertures de procédures de sauvegarde au 3<sup>ème</sup> trimestre (+22 %). On retrouve le niveau atteint au 3<sup>ème</sup> trimestre 2009, après une baisse en 2010, et au total depuis le début 2011 ce dispositif a été utilisé par plus de 1000 entreprises (+12,5 % sur la même période de 2010). Près des trois quarts des ouvertures concernent des entreprises de moins de 10 salariés, et un tiers des micro-entreprises sans salarié, confirmant la bonne adaptation de ce dispositif de sauvegarde aux situations spécifiques des micro-entreprises et des TPE.



Decide with Confidence

« Pouls de la santé des entreprises, l'indicateur de défaillances d'entreprises confirme combien 2011 est encore compliqué », observe Thierry MILLON, responsable des analyses Altares.

« 2010 semblait vouloir tourner le dos à la crise, les défaillances d'entreprises reculaient sur des rythmes dynamiques, c'était sans doute oublier un peu vite que 2008 et 2009 avaient établi de tristes records. Plus de 60 000 entreprises avaient connu la défaillance. La crise a été le catalyseur de ce lourd passif, mais plus fondamentalement, nous le voyons sur les chiffres des défaillances 2011, la mécanique structurelle de la défaillance — c'est-à-dire vulnérabilité des jeunes entreprises, gestion réactive du poste client, croissance insuffisamment maîtrisée — demeure voire s'accroît en phase de reprise. Après des mois passés l'œil rivé sur un carnet de commande qui s'assèche, il est tentant de prendre des marchés trop faiblement margés, voire risqués. Pourtant, les faits sont têtus, une défaillance sur quatre est due à des retards de paiement. Dans ce contexte où le financement des entreprises est jugé de plus en plus délicat, il s'avère indispensable de contrôler la santé financière de ses clients et de s'assurer de bien connaître l'évolution de leur situation, pour anticiper plutôt que subir ».

Renseignement : Thierry Millon - Responsable des Études Altares : 04 72 65 15 51

### A PROPOS D'ALTARES

Altares est née du rapprochement de la Base d'Informations Légales BIL et de Dun & Bradstreet France.

Sa vocation, en tant que spécialiste de la connaissance inter-entreprises : fournir des solutions pour accélérer la croissance.

Altares répond aux besoins des entreprises sur deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier, en France, en Europe comme à l'International.

Membre du 1er réseau international d'informations B to B (le D&B Worldwide Network), Altares diffuse en France les solutions créées par le leader mondial D&B.

Les clients d'Altares disposent du seul accès global à des données qualifiées sur plus de 200 Millions d'entreprises dans le monde.

Dirigée par Thierry Asmar, Altares, détient 40 % du marché français ; avec un CA d'environ 55 Millions d'Euros, l'entreprise compte près de 300 collaborateurs répartis

sur 3 sites principaux : Nanterre, St-Quentin-en-Yvelines et Villeurbanne.

#### ALTARES

55 avenue des Champs Pierreux  
Immeuble Le Capitole  
92012 Nanterre  
contact@altares.fr  
www.altares.fr  
Thierry Asmar  
Tél : 01 41 37 51 04



Decide with Confidence